

point avec ses collaborateurs et avec les meilleurs conseils qu'il avait trouvés au Canada, un plan d'entreprise pour VIA Rail.

Ce plan n'envisageait pas à long terme que l'État continuerait de verser de fortes subventions à VIA Rail, des subventions aussi énormes qu'elles le sont actuellement, mais prévoyait que VIA Rail allait devenir un service de transport ferroviaire de voyageurs moderne, efficace, compétitif, productif et rentable pour le Canada.

Un élément fondamental du plan consistait à examiner la possibilité d'implanter au Canada un service de trains de voyageurs à grande vitesse, comme on l'avait fait à l'étranger, notamment au Japon et dans certains pays européens. Quiconque parle sérieusement de services ferroviaires pour voyageurs au Canada—et c'est là un argument du ministre—ne prétendra pas que l'avenir de VIA Rail réside dans son présent ou son passé, dans la continuation du genre de service, du niveau de service et de la qualité de service que nous connaissons aujourd'hui. Ceux qui prennent au sérieux les services ferroviaires pour voyageurs au Canada, dont l'ancien président qui a été congédié, M. Denis de Belleval, avaient les yeux tournés vers l'avenir.

En fait, après avoir examiné la situation au Japon et en Europe, ils ont conclu que notre service-voyageurs ne survivrait que si nous étions disposés à considérer sérieusement l'opportunité de promouvoir le train grande vitesse. Avant même d'avoir reçu ce plan d'entreprise qui a demandé énormément de travail, de réflexion et d'effort, sans parler des 4 millions de dollars qu'il a coûtés aux contribuables, le ministre des Finances, fort de la complicité du ministre des Transports, a profité de son exposé budgétaire du 27 avril pour annoncer sa décision arbitraire: non seulement le service-voyageurs actuel va-t-il disparaître, mais il n'est même pas question de penser à l'avenir et de déterminer si le TGV ne serait pas le remède à nos maux.

Il faut reconnaître qu'après des années d'évolution, le TGV est devenu aujourd'hui un mode de transport efficace et ponctuel qui accommode des foules de passagers et qui est rentable. Financièrement autonome, le TGV sert même à subventionner les services dans les régions moins peuplées parce que ses opérations sont plus que rentables. Voilà l'avenir que M. de Belleval et la direction de VIA Rail conçoivent pour le service-voyageurs au Canada. Monsieur le Président, c'est le genre de concept

que le Canada, pays moderne et riche de l'Ouest, devrait étudier sérieusement en 1989. C'est le genre de défi que le gouvernement, soucieux de respecter les minables contraintes du ministre des Finances, préfère ne pas relever. Voilà la conséquence de la décision du ministre des Transports.

• (1020)

Je viens de Terre-Neuve où nous avons déjà entendu un gouvernement nous dire: «Nous n'éliminons pas votre service, cher ami, nous ne faisons qu'un léger ajustement. Nous allons même l'améliorer et le rendre plus productif. Faites-nous confiance. Nous n'avons pas l'intention de l'éliminer entièrement. Nous ne ferions jamais une chose pareille.»

Je me rappelle que le député de St. John's-Ouest (M. Crosbie), le collègue du ministre des Transports au Cabinet, a dit aux Terre-Neuviens: «Ceux qui proposent d'abandonner le service ferroviaire à Terre-Neuve trahissent la province et je ne le tolérerai pas.» Si vous écoutez attentivement, vous entendrez encore l'écho de ces paroles retentir dans les coins de cette auguste Chambre. Mais vous aurez beau tendre l'oreille, vous n'entendrez pas le son des trains roulant sur les voies ferrées de Terre-Neuve, parce qu'il n'y en a plus. Le service a été abandonné et les rails sont rongés par la rouille.

Nous avons entendu à Terre-Neuve le même genre de pacte, de tromperie, de fausses assurances et de protestations d'honnêteté suivies d'aveux d'impuissance. «Nous prenons seulement les décisions financières. Le reste dépend du CN et de Via Rail» disent-ils. Les sottises que nous avons entendues à Terre-Neuve, on nous les répète aujourd'hui au sujet de Via Rail.

M. Mifflin: Et on n'offre aucune compensation.

M. Tobin: Et on n'offre aucune compensation. Les Canadiens devraient savoir à quoi s'attendre quand le ministre se lèvera dans quelques minutes et qu'il leur répétera que le problème ne dépend vraiment pas du gouvernement, mais de Via Rail qui pourrait peut-être, dira-t-il, le résoudre au moyen de baux et d'ajustements. On continuera au moins d'offrir un service de base aux villes et aux régions les mieux desservies du Canada. Quand vous l'entendrez, rappelez-vous que son gouvernement a dit la même chose au sujet du service ferroviaire à Terre-Neuve, qui est complètement disparu aujourd'hui.